

**Domat** droit privé

---

# Droit du travail

**ANTOINE MAZEAUD**

Professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

**10<sup>e</sup> édition**

**LGDJ** une marque de  
**lextenso**

# TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres renvoient aux numéros des pages)

<b>Introduction .....</b>	<b>13</b>
SECTION I Le droit du travail et les différentes branches du droit social .....	14
§ 1. Le droit de la Sécurité sociale .....	14
§ 2. Le droit de l'emploi .....	16
SECTION II Le domaine du droit du travail .....	23
§ 1. Champ d'application .....	23
A. Exclusion : les indépendants .....	24
B. <i>Quid</i> du secteur public ? .....	25
§ 2. Autonomie du droit du travail ? .....	28
A. Droit et économie .....	28
B. L'apport des autres disciplines juridiques .....	30
C. Un particularisme lié aux finalités de la matière .....	32
SECTION III L'évolution du droit du travail .....	33
§ 1. La conquête d'un droit du travail .....	34
A. Quête de « l'autonomie individuelle » .....	34
B. Conquête du collectif .....	36
1. Naissance d'une législation industrielle .....	36
2. Le Front populaire : les bases de notre droit contemporain .....	37
3. Conquêtes sociales de la Libération .....	38
§ 2. La période de maturation : de 1950 à 1981 .....	38
§ 3. L'euphorie : 1981-1982 .....	39
A. Les ordonnances .....	40
B. Les lois .....	40
§ 4. Le droit du travail et l'emploi .....	41
§ 5. Au présent et à l'avenir .....	47
SECTION IV Les sources du droit du travail .....	54
§ 1. Sources internationales .....	54
§ 2. Sources européennes .....	55
§ 3. Sources étatiques .....	61
A. Droit constitutionnel social .....	62

B. Lois et règlements .....	62
§ 4. Sources négociées .....	66
A. Données internes .....	66
1. Minimum social d'ordre public .....	70
2. Accords dérogatoires. Loi supplétive. Accords d'anticipation .....	71
B. Données européennes .....	71
§ 5. La jurisprudence .....	73
A. Pluralité de sources .....	74
B. Éclatement du contentieux .....	81
§ 6. Usages, engagements unilatéraux, recommandations, chartes .....	85
§ 7. Référendum d'entreprise .....	87

---

<b>Première partie</b>	<b>LES RAPPORTS COLLECTIFS.....</b>	<b>91</b>
------------------------	-------------------------------------	-----------

---

<b>TITRE 1</b>	<b>Les rapports collectifs dans l'entreprise .....</b>	<b>93</b>
----------------	--	-----------

---

<b>CHAPITRE I</b>	<b>L'ENTREPRISE .....</b>	<b>95</b>
-------------------	---------------------------	-----------

---

<b>SECTION I</b>	<b>Des établissements distincts .....</b>	<b>96</b>
------------------	---	-----------

§ 1. La problématique autour des élections professionnelles .....	96
§ 2. Les critères dégagés en jurisprudence .....	98
A. Les éléments matériels .....	98
B. Le critère fonctionnel .....	98
1. Délégué du personnel .....	98
2. Comité d'établissement .....	99
3. Délégué syndical .....	99

<b>SECTION II</b>	<b>Une unité économique et sociale .....</b>	<b>101</b>
-------------------	--	------------

§ 1. Problématique et finalité .....	101
§ 2. À la recherche de l'UES .....	103
A. Unité économique .....	103
B. Et unité sociale .....	104

<b>SECTION III</b>	<b>La représentation interentreprises .....</b>	<b>105</b>
--------------------	---	------------

§ 1. Groupe de sociétés .....	105
§ 2. Site et au-delà .....	106

---

<b>CHAPITRE II</b>	<b>POUVOIRS DU CHEF D'ENTREPRISE ET DROITS DES SALARIÉS .....</b>	<b>109</b>
--------------------	---	------------

---

<b>SECTION I</b>	<b>Pouvoir de direction .....</b>	<b>112</b>
------------------	-----------------------------------	------------

§ 1. Les thèses contractuelle et institutionnelle .....	112
A. La thèse contractuelle .....	112
B. La thèse institutionnelle .....	113
§ 2. Le droit positif .....	113

<b>SECTION II</b>	<b>Droit réglementaire .....</b>	<b>116</b>
-------------------	----------------------------------	------------

§ 1. Domaine .....	116
§ 2. Régime .....	117
SECTION III Droit disciplinaire .....	119
§ 1. Domaine .....	120
A. Toute mesure... suite à un agissement fautif .....	120
B. Prohibition des sanctions pécuniaires .....	122
§ 2. La procédure .....	123
A. Mise en œuvre des « poursuites » .....	123
B. Déroulement de la procédure .....	124
§ 3. Le contrôle judiciaire.....	125
A. Fond .....	125
B. Procédure .....	126
<b>CHAPITRE III LES INSTITUTIONS REPRÉSENTATIVES .....</b>	<b>127</b>
SECTION I Un droit au pluriel .....	127
§ 1. Participation directe et collective .....	128
A. Droit d'expression directe et collective .....	128
B. Vers une démocratie directe ? .....	129
§ 2. Pluralité d'institutions : mosaïque et cohérence .....	130
A. Aperçu général .....	130
1. Les leçons du droit comparé.....	130
2. Une mosaïque, fruit de l'histoire .....	131
B. Cohérence face à la montée des « PME » ? .....	131
C. Les réponses du droit positif : de 1993 à nos jours .....	133
1. Délégation unique .....	133
2. Le saut dans les grandes entreprises : le regroupement négocié ....	134
3. Tenter de mieux rationaliser le fonctionnement des diverses institutions représentatives .....	135
§ 3. Un système mi-élection, mi-désignation .....	135
A. Élections .....	136
1. Les données de base .....	136
2. Salariés mis à disposition .....	137
3. Mise en place des élections .....	139
4. Monopole syndical au premier tour .....	141
5. Modalités du scrutin (sur le modèle des élections des délégués du personnel) .....	142
6. Contentieux des élections professionnelles : les perspectives nouvelles.....	144
B. Désignation du délégué syndical et du représentant de la section syndicale .....	146
1. Délégué syndical .....	146
2. Représentant de la section syndicale .....	148

1. Action civile au pénal .....	221
2. Devant les tribunaux civils de droit commun .....	221
3. Devant les conseils de prud'hommes .....	222
4. Devant les tribunaux administratifs .....	223
C. L'action de substitution .....	223
§ 3. Le droit syndical dans l'entreprise .....	224
A. Constitution de la section syndicale d'entreprise .....	224
1. Jurisprudence avant la loi du 20 août 2008 .....	225
2. Jurisprudence depuis la loi du 20 août 2008 .....	226
B. Rôle et moyens .....	227

---

<b>CHAPITRE II</b>	<b>NÉGOCIATION, CONVENTION COLLECTIVE ET ACCORD COLLECTIF .....</b>	<b>231</b>
--------------------	---	------------

---

SECTION I	Négociation et conclusion des conventions et accords collectifs .....	232
§ 1.	Caractéristiques du droit négocié .....	233
A.	De la politique contractuelle à la démocratie sociale .....	234
B.	L'extension des conventions collectives de branche .....	236
1.	Un cadre de négociation .....	238
2.	Une obligation de contenu .....	238
C.	L'obligation de négociateur .....	240
1.	Négociation obligatoire dans les branches .....	241
2.	Négociation dans les entreprises .....	243
§ 2.	La négociation de gestion ou d'emploi .....	247
§ 3.	Monopole syndical de négociation .....	249
A.	Le principe .....	249
1.	Une négociation avec l'ensemble des syndicats représentatifs .....	249
2.	Les syndicats catégoriels, partie à la négociation .....	250
3.	Une place pour les accords atypiques .....	251
4.	La représentativité patronale .....	251
B.	La négociation d'entreprise en l'absence de délégués syndicaux .....	253
1.	Avant la loi <i>Fillon</i> (2004) .....	253
2.	Loi <i>Fillon</i> du 4 mai 2004 .....	255
3.	De la loi du 20 août 2008 relative à la rénovation de la démocratie sociale à la loi du 17 août 2015 complétée par la loi Travail (2016) .....	256
§ 4.	Représentativité réelle : la loi du 20 août 2008 relative à la rénovation de la démocratie sociale .....	257
A.	Les sept critères ; l'audience, critère capital .....	257
B.	L'audience : de l'entreprise à l'interprofessionnel .....	258
1.	Le courant ascendant à partir de l'entreprise : principes et modalités .....	260
2.	Branche professionnelle : une cartographie du paysage syndical, branche par branche .....	263
3.	National et interprofessionnel .....	264

C.	Transitions et étalement dans le temps de l'application de la réforme	265
§ 5.	Validité des conventions et accords : de l'égalité à la majorité. De la majorité de refus à la majorité d'adhésion .....	265
A.	Mise en cause limitée des accords minoritaires avant la loi <i>Fillon</i> (2004) .....	266
B.	La loi <i>Fillon</i> sur le dialogue social (2004) .....	267
1.	Les principes .....	267
2.	Modalités d'application du principe majoritaire .....	268
C.	La loi du 20 août 2008 portant rénovation de la démocratie sociale ..	271
1.	Accord interprofessionnel, convention de branche ou accord professionnel .....	271
2.	Accord d'entreprise ou d'établissement .....	272
3.	Dispositions transitoires et complémentaires .....	272
D.	Vers une majorité d'adhésion : loi Travail (2016) .....	273
§ 6.	Hiérarchie des normes et articulation des niveaux de négociation.....	274
A.	Recherche d'une cohérence entre les normes négociées : les données de base .....	275
1.	Une fonction propre à chaque niveau ? .....	276
2.	Le principe de faveur .....	276
B.	Les grands craquements : perspectives dégagées depuis la loi <i>Fillon</i> sur le dialogue social (2004) .....	278
C.	Continuité ou changement : la loi Travail (2016) .....	279
1.	Articulation branche-entreprise .....	279
2.	Articulation et hiérarchie (fin) : groupe, interentreprises, entreprise, établissement. Les nouvelles hiérarchies.....	280
SECTION II	Le régime des conventions collectives et des accords collectifs .....	282
§ 1.	Effets des conventions collectives et accords collectifs .....	282
A.	Effets entre les parties signataires ou adhérentes .....	282
B.	Effet normatif.....	284
§ 2.	Détermination de la convention collective applicable dans l'entreprise et conflit de normes applicables dans l'entreprise (rappel) .....	287
A.	Critère de l'activité principale.....	288
B.	Concours de normes négociées, concours de normes négociées et de normes étatiques (bref rappel).....	289
1.	Conflit entre des normes négociées.....	289
2.	Conflit entre une norme étatique et une norme négociée.....	291
§ 3.	L'application dans le temps .....	292
A.	Révision .....	292
1.	Les éléments de solution à la veille de la loi Travail (2016) .....	293
2.	Les interrogations depuis la loi de rénovation du 20 août 2008 ....	295
3.	Les réponses apportées par la loi Travail (2016) .....	295
B.	Dénonciation de la convention collective (ou d'un accord collectif) à durée indéterminée .....	296

1. Encadrement de la dénonciation.....	296
2. Éviter le vide conventionnel.....	297
3. Maintien de la rémunération ; la fin des avantages individuels acquis.....	297
C. Convention ou accord à durée déterminée arrivant à leur terme.....	299
D. Mise en cause.....	300
1. La mise en cause de l'application de la convention ou de l'accord d'origine.....	301
2. La négociation d'un accord de substitution.....	302
SECTION III En guise de conclusion au chapitre II : Quelle rénovation de la démocratie sociale ?.....	305
<b>CHAPITRE III LES CONFLITS COLLECTIFS.....</b>	<b>307</b>
SECTION I Le droit de faire grève.....	309
§ 1. Un droit individuel qui s'exerce collectivement.....	309
§ 2. Grève dans les services publics.....	310
A. Problématique propre aux services publics.....	311
1. Continuité nécessaire des services publics.....	311
2. Réglementation du droit de grève.....	312
B. Grève dans les transports de voyageurs.....	313
1. Le dialogue social.....	313
2. Continuité du service public.....	314
§ 3. Contours du droit de grève.....	315
A. Interruption du travail.....	315
B. Collective et concertée.....	316
C. Mobile professionnel.....	316
1. Solidarité.....	317
2. Bien-fondé.....	317
3. Présentation de revendications professionnelles.....	318
4. Autosatisfaction.....	318
SECTION II Le régime des conflits collectifs.....	319
§ 1. Le règlement des conflits collectifs.....	319
A. La conciliation.....	320
B. L'arbitrage.....	320
C. La médiation.....	320
D. La médiation judiciaire.....	320
E. Protocoles de fin de grève.....	320
§ 2. Le statut protecteur du salarié gréviste.....	321
A. Suspension du contrat de travail.....	321
B. Grève et rupture du contrat de travail.....	323
1. Conditions de la protection.....	323
2. Licenciement irrégulier en l'absence de faute lourde.....	324

§ 3. Stratégies patronales et conflits collectifs .....	324
A. Maintien ou rétablissement de la production .....	325
1. Maintenir l'activité .....	325
2. Grève avec occupation .....	325
B. Fermeture temporaire de l'entreprise .....	327
1. Conditions de la mise en chômage technique .....	327
2. Régime .....	328
C. Appel à la responsabilité civile .....	328
1. Mise en jeu de la responsabilité civile .....	328
2. Responsabilité syndicale à l'occasion d'un conflit collectif .....	329
<b>Deuxième partie</b> <b>LA RELATION DE TRAVAIL</b> .....	<b>331</b>
<b>TITRE 1</b> <b>Les contrats de travail</b> .....	<b>335</b>
<b>CHAPITRE I</b> <b>LE DROIT COMMUN DES CONTRATS DE TRAVAIL</b> .....	<b>337</b>
SECTION I <i>Le critère du contrat de travail</i> .....	337
§ 1. Le lien de subordination .....	337
A. Problématique .....	337
B. Le critère .....	339
§ 2. Promotion de l'entreprise individuelle. Le portage salarial : une redistribution des cartes .....	341
SECTION II <i>Formation du contrat de travail</i> .....	343
§ 1. Embauche et conclusion du contrat de travail .....	344
A. Formalisme ou consensualisme ? .....	344
B. Embauche et collectivité .....	344
C. Contrat « personnel » .....	346
§ 2. La période d'essai : la loi négociée du 25 juin 2008 .....	348
A. Présentation générale .....	348
B. Existence et durée (loi du 25 juin 2008) .....	349
1. Trois types de durées maximales .....	349
2. Accords collectifs antérieurs à la date de publication de la loi du 25 juin 2008 .....	349
3. Accords postérieurs à la date de publication de la loi du 25 juin 2008 .....	350
4. Renouvellement .....	350
5. Période probatoire en cours de contrat .....	350
C. Rupture de la période d'essai .....	350
SECTION III <i>Les clauses insérées dans le contrat de travail</i> .....	352
§ 1. Clauses relatives à l'exécution .....	353
A. Clause de mobilité géographique et professionnelle .....	353
B. Clauses d'objectifs .....	355
C. Clause probatoire .....	356

§ 2. Clause de non-concurrence .....	356
A. Présentation générale .....	356
B. Régime .....	360
1. Violation de l'obligation de non-concurrence .....	361
2. Clause illicite .....	361
§ 3. Clauses de fidélisation de la main-d'œuvre .....	362
A. Clause de garantie d'emploi .....	362
B. Clause de dédit-formation .....	363
SECTION IV L'exécution du contrat .....	364
§ 1. Présentation générale .....	365
A. Effacement du contractuel dans la relation de travail .....	365
B. Dimension contractuelle .....	368
§ 2. Obligations contractuelles à la charge de l'employeur .....	370
A. Autour de l'obligation principale de versement du salaire et de fourniture d'un travail .....	371
B. Exécution de bonne foi .....	371
§ 3. Obligations contractuelles à la charge du salarié .....	375
A. De quelques principes .....	375
B. Sanction en cas de manquement aux obligations contractuelles .....	378
<b>CHAPITRE II LES CONTRATS SPÉCIAUX DE TRAVAIL .....</b>	<b>381</b>
SECTION I Les contrats de formation et d'insertion .....	381
§ 1. En préliminaire : La formation dans l'ensemble contractuel .....	382
A. Regards sur la formation professionnelle .....	382
B. Diverses déclinaisons dans la relation de travail .....	383
1. Plan de formation .....	383
2. Veiller à l'adaptation à l'évolution de l'emploi et à la capacité d'occuper un emploi .....	384
3. Du DIF au CPF, CPA ... ..	384
§ 2. Tendances .....	385
A. Intégration et retour dans le salariat .....	385
1. Contrat initiative-emploi (CUI-CIE) .....	386
2. Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) .....	386
B. Agir aussi sur la création d'activités nouvelles .....	387
§ 3. Les contrats de formation en alternance .....	388
A. Caractéristiques .....	388
B. Typologie .....	389
SECTION II Les contrats précaires typiques .....	390
§ 1. Le phénomène de la précarité .....	390
§ 2. Le modèle de précarité : le contrat à durée déterminée .....	393
A. Conditions de recours-typologie .....	394
1. Hypothèses de recours .....	395

2. En marge : missions et projets .....	396
B. Non-respect des règles de forme et de fond .....	399
C. Exécution .....	401
D. Cessation normale du contrat .....	401
E. Rupture anticipée .....	402
1. Cas de figure .....	402
2. Sanction de la rupture anticipée injustifiée .....	404
SECTION III Contrats spéciaux non précaires .....	404
§ 1. Le contrat de travail à temps partiel .....	405
A. Du temps choisi au temps partagé, retour au temps choisi... ..	405
B. Les grandes lignes du contrat .....	406
1. L'employeur peut exiger le recours à des heures complémentaires	407
2. La répartition des horaires peut être modifiée, sous conditions .....	408
3. Équivalence de droits et autres .....	408
§ 2. Pluriactivité, groupement d'employeurs, temps partagé, mise à disposition au sein des groupes .....	409
A. Pluriactivité .....	409
B. Groupement d'employeurs, travail à temps partagé et prêt de main-d'œuvre .....	409
1. Des contrats nommés .....	410
2. Du nouveau sur le caractère non lucratif des mises à disposition .	410
C. Mobilité au sein des groupes de sociétés .....	411
SECTION IV Une impasse : du CPE au contrat nouvelles embauches .....	412
§ 1. Le contrat nouvelles embauches (CNE) .....	413
§ 2. Un mort-né : le CPE .....	416

---

<b>TITRE 2</b>	<b>La rupture du contrat de travail à durée indéterminée .....</b>	<b>417</b>
----------------	--	------------

---

<b>CHAPITRE I</b>	<b>LE DROIT COMMUN DU LICENCIEMENT .....</b>	<b>419</b>
-------------------	--	------------

---

SECTION I	Garanties de procédure .....	419
-----------	------------------------------	-----

§ 1. La procédure de licenciement .....	420
A. Convocation à l'entretien .....	420
B. Entretien .....	422
C. Délai de réflexion après entretien .....	422
§ 2. La lettre de licenciement avec énonciation des motifs .....	422
A. Principes .....	423
B. L'œuvre jurisprudentielle .....	424
§ 3. Les sanctions .....	426

SECTION II	Règles de fond .....	427
------------	----------------------	-----

§ 1. Cause réelle et sérieuse .....	428
A. Délégation législative au juge .....	428
B. Étendue du contrôle exercé par la Cour de cassation .....	429

C.	Contentieux du motif réel et sérieux .....	431
1.	Conduite du procès ; autour de la preuve .....	431
2.	Illustrations .....	433
§ 2.	Sanctions de la violation des règles de fond .....	437
A.	Absence de cause réelle et sérieuse.....	438
1.	Salariés ayant moins de deux ans d'ancienneté dans l'entreprise, ou faisant partie d'une entreprise occupant moins de onze salariés .....	439
2.	Salariés ayant au moins deux ans d'ancienneté dans une entreprise occupant au moins onze salariés .....	439
B.	Nullité du licenciement .....	441
1.	Tout d'abord, trois cas de figure .....	443
2.	Les libertés et droits fondamentaux .....	446
SECTION III	Le statut du salarié licencié .....	447
§ 1.	Le régime de droit commun .....	447
A.	Préavis .....	448
1.	Exécution du préavis.....	448
2.	Préavis non exécuté .....	449
B.	Indemnité de licenciement .....	450
1.	Montant .....	450
2.	Nature juridique .....	451
C.	Départ du salarié .....	452
1.	Principes .....	452
2.	Reçu pour solde de tout compte .....	453
§ 2.	Le licenciement pour faute grave ou lourde .....	454
A.	Pour faute grave.....	454
B.	Pour faute lourde .....	455
C.	Pour faute grave ou lourde en cours de préavis .....	455

---

<b>CHAPITRE II</b>	<b>LES MODES DE RUPTURE DU CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE.....</b>	<b>457</b>
SECTION I	Autour de la démission .....	458
§ 1.	Données générales .....	458
§ 2.	Autour des prises d'acte de la rupture du contrat .....	459
A.	Prise d'acte par l'employeur (fin) .....	460
B.	Prise d'acte par le salarié .....	460
SECTION II	La rupture d'un commun accord.....	465
§ 1.	Données générales .....	465
§ 2.	La rupture conventionnelle selon la loi-négociée du 25 juin 2008 portant sur la modernisation du marché du travail.....	466
A.	Présentation .....	466
B.	Sécurisation de l'accord .....	468
§ 3.	Un faux ami : la transaction .....	469

A. Domaine .....	469
B. Objet, concessions réciproques et aléa .....	470
C. Date et formalisme .....	470
SECTION III Âge et rupture du contrat .....	471
§ 1. Les enjeux en matière de sécurité sociale et d'emploi.....	471
A. Les retraites .....	471
B. L'emploi .....	472
C. Le cumul emploi-retraite .....	474
§ 2. Le départ à la retraite .....	475
A. Prohibition des clauses de retraite-couperet .....	475
B. Le départ volontaire à la retraite .....	476
C. La rupture à l'initiative de l'employeur.....	476
SECTION IV Changement des conditions de travail et modification du contrat .....	477
§ 1. Qu'est-ce qu'une modification du contrat de travail ? .....	479
A. Rémunération .....	479
B. Fonctions.....	480
C. Secteur géographique .....	480
D. Durée et horaire de travail.....	481
E. Satellites incorporés et clauses informatives .....	483
§ 2. Le refus du salarié d'accepter l'offre de modification .....	483
A. Offre et refus.....	483
B. Conséquences du refus .....	484
C. Modification du contrat pour motif disciplinaire .....	485
§ 3. Changement des conditions de travail .....	486
SECTION V Maladie et inaptitude physique .....	488
§ 1. Maladie ou accident d'origine non professionnelle et rupture du contrat .....	490
A. Qualification de la rupture .....	490
B. Protection de l'emploi .....	490
§ 2. Inaptitude physique et rupture .....	491
SECTION VI Résiliation judiciaire et force majeure .....	495
§ 1. Résiliation judiciaire .....	495
§ 2. Force majeure .....	498
A. Le présent.....	498
B. L'avenir .....	499
<hr/>	
<b>CHAPITRE III</b> <b>LE LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE. PRÉVENTION ET</b> <b>TRAITEMENT</b> .....	<b>501</b>
<hr/>	
SECTION I Présentation générale .....	503
§ 1. De l'autorisation administrative à sa suppression : de 1975 à 1986 ...	503
§ 2. Prévention et accompagnement : de 1986 à 2001 .....	504

§ 3. Réforme sur réforme : de 2002 à nos jours .....	506
A. 2002 : modernisation sociale .....	506
B. Suspension : 2003 .....	507
1. Suspension – négociation interprofessionnelle .....	508
2. Accords expérimentaux d'entreprise : accords de méthode .....	508
3. Loi balai .....	508
C. 2005 .....	508
1. Privilégier la négociation et l'anticipation .....	509
2. Assouplir le processus .....	509
3. Sécurisation juridique .....	510
D. Jurisprudence créatrice .....	510
E. Depuis 2013 : Sécurisation de l'emploi, sécurisation juridique .....	511
§ 4. Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires .....	513
§ 5. Chômage partiel ou activité partielle .....	515
SECTION II Les motifs économiques .....	516
§ 1. Éléments constitutifs .....	517
A. Les trois étages de l'article L. 1233-3, C. trav. ....	517
B. Les apports de la loi Travail (2016) .....	518
C. Modification du contrat .....	519
§ 2. L'œuvre créatrice de la jurisprudence .....	522
A. Présentation générale .....	522
B. Réorganisation et sauvegarde de la compétitivité .....	524
C. Les niveaux d'appréciation des motifs économiques : de l'entreprise au groupe .....	528
1. Entreprise et non services .....	528
2. Secteur d'activité du groupe .....	528
D. Cessation d'activité de l'entreprise La problématique des groupes : du coemploi à l'appel à la responsabilité civile .....	529
E. Obligation d'adaptation et de reclassement .....	532
1. Adaptation .....	532
2. Reclassement .....	533
SECTION III Le processus de licenciement économique .....	537
§ 1. Les grandes lignes du processus .....	539
A. Consultation des représentants du personnel .....	539
B. La procédure individuelle .....	540
C. Alternatives sociales .....	540
D. Ordre des licenciements .....	542
E. Priorité de réembauche .....	545
§ 2. Les grands licenciements : données de base .....	546
A. Un processus légal, un processus négocié .....	547
1. Le processus légal .....	548
2. Le processus négocié .....	550
B. Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) : présentation .....	552

1. Du plan social au plan de sauvegarde de l'emploi .....	552
2. Point de départ : quid de la modification du contrat ? La fin de <i>Majorette</i> et <i>Framatome</i> .....	553
3. Plans de départs volontaires .....	554
C. La judiciarisation des plans de sauvegarde de l'emploi à la veille de la loi du 14 juin 2013 .....	556
1. Contrôle judiciaire du contenu .....	557
2. Principe : nullité de la procédure collective, nullité des licenciements .....	558
3. Nullité-réintégration : les lois de 2002 et 2005 .....	560
4. Un séisme : <i>Viveo</i> ? .....	563
§ 3. Une republicatisation des grands licenciements économiques : la loi du 14 juin 2013 .....	564
A. Préalable : Le rôle de l'administration dans les processus de licenciement : réactiver tout d'abord les matériaux existants à la veille de la loi .....	564
1. Le financier .....	564
2. Anticipateur, observateur et conseiller dans les grands licenciements .....	564
B. Un nouveau droit issu de la loi de sécurisation de l'emploi du 14 juin 2013 .....	565
C. Les deux voies .....	566
1. PSE négocié : validation .....	566
2. PSE unilatéral : homologation .....	567
D. La révolution contentieuse .....	567
§ 4. Dispositions propres à certains grands licenciements .....	570

---

<b>CHAPITRE IV</b>	<b>LA SURVIE DU CONTRAT EN CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR.....</b>	<b>575</b>
<b>SECTION I</b>	<b>Critère .....</b>	<b>576</b>
§ 1.	Apport du droit européen .....	577
§ 2.	Histoire de l'article L. 122-12, alinéa 2 (devenu art. L. 1224-1, C. trav.) .....	578
§ 3.	Applications .....	581
<b>SECTION II</b>	<b>Régime .....</b>	<b>583</b>
§ 1.	Licenciements économiques.....	584
A.	Licenciement préalable au transfert .....	584
1.	En cas de procédure collective .....	585
2.	Hors procédure collective .....	585
B.	Licenciement postérieur au transfert.....	587
§ 2.	La nouvelle relation de travail .....	588
A.	Refus du salarié de poursuivre la relation avec le cessionnaire .....	588
B.	Poursuite du contrat.....	591

§ 3.	Sort des dettes contractées par l'ancien employeur .....	591
A.	Relations d'employeurs successifs à salarié .....	592
B.	Relations entre employeurs successifs .....	593
<b>TITRE 3</b>	<b>Le statut professionnel .....</b>	<b>595</b>
<b>CHAPITRE I</b>	<b>TEMPS DE TRAVAIL .....</b>	<b>597</b>
SECTION I	La durée du travail .....	600
§ 1.	Les durées de travail.....	600
A.	Durée légale, conventionnelle, réelle et maximale.....	600
B.	Travail effectif .....	601
C.	Astreintes .....	603
§ 2.	Vers la réduction de la durée légale : genèse et déclin .....	604
A.	Ouverture .....	605
B.	Les 35 heures .....	608
1.	Un programme .....	608
2.	Scénario en trois temps .....	608
3.	Bilan de la phase intermédiaire .....	609
§ 3.	De la réduction à l'organisation du temps de travail .....	611
A.	Loi <i>Aubry II</i> : orientations .....	611
B.	Loi <i>Fillon</i> du 17 janvier 2003 .....	614
C.	Lois de 2005 à 2008.....	614
D.	Loi Travail 2016. Continuité ?.....	615
§ 4.	Les heures supplémentaires.....	615
A.	Recours aux heures supplémentaires .....	615
B.	Preuve des heures travaillées .....	618
C.	Travail à forfait .....	619
1.	Convention classique de forfait .....	619
2.	Les cadres .....	619
3.	Forfait en jours sur l'année.....	620
SECTION II	L'aménagement du temps de travail .....	623
§ 1.	Du dirigisme étatique à l'aménagement négocié .....	623
§ 2.	Techniques d'aménagement de la durée du travail .....	624
A.	Souplesse de l'horaire collectif .....	624
B.	Horaires individualisés .....	625
C.	Aménagements négociés : modulation et annualisation collective .....	625
D.	Le travail à temps partiel.....	627
E.	Le compte épargne-temps .....	630
SECTION III	Temps de travail, temps de repos .....	630
§ 1.	La santé au travail .....	631
A.	Des approches nouvelles .....	631
B.	Obligations de sécurité : résultat (au singulier) ou moyens (au pluriel) .....	633

§ 2. Organisation des temps de travail .....	635
A. Travail de nuit .....	635
B. Repos hebdomadaire, repos dominical .....	637
1. Repos dominical .....	637
2. Travail dominical : les modalités classiques de dérogation .....	639
3. Après la loi du 10 août 2009 : les apports de la loi <i>Macron</i> du 6 août 2015 .....	640
§ 3. Congés .....	641
A. « Des » congés .....	642
B. Les congés payés .....	644
C. Le congé de maternité .....	646

---

<b>CHAPITRE II</b>	<b>RÉMUNÉRATION – ÉGALITÉ DE TRAITEMENT .....</b>	<b>647</b>
--------------------	---	------------

---

SECTION I	Fixation du salaire .....	649
§ 1.	Principes de base .....	649
§ 2.	Le SMIC .....	650
A.	Présentation .....	650
B.	Du SMIG au SMIC : finalités .....	652
C.	Modalités d'application .....	654
D.	Réduction du temps de travail .....	655
SECTION II	Égalité professionnelle, non-discrimination, égalité des rémunérations .....	656
§ 1.	En guise de récapitulatif : principe de non-discrimination .....	657
A.	Apport communautaire .....	657
1.	De l'égalité des sexes... ..	657
2.	... au principe de non-discrimination .....	659
B.	En droit interne .....	661
1.	Égalité entre les sexes .....	661
2.	Lutte contre les discriminations .....	662
§ 2.	À travail égal, salaire égal – Dynamique de l'égalité de traitement ...	666
A.	Le contexte classique : diversification des rémunérations .....	667
B.	La jurisprudence <i>Ponsolle</i> .....	668
C.	La dynamique de l'égalité de traitement et le dépassement de la philosophie de l'arrêt <i>Ponsolle</i> : le sort du collectif .....	670
1.	Périmètre d'appréciation : l'espace et le temps .....	672
2.	La mise à mal des avantages catégoriels .....	674
D.	Un recadrage .....	677
SECTION III	Régime des salaires .....	678
§ 1.	Règles de paiement .....	678
§ 2.	Garanties de paiement .....	679
SECTION IV	Participation, intéressement, épargne salariale .....	680
§ 1.	Le principe d'association .....	680

§ 2. Les formes d'association .....	683
<b>Index</b> .....	685